



ETRANGER



RDC

Les Etats-Unis apportent aussi leur soutien à Tshisekedi même si...

Un autre nom sur la liste des pays et institutions qui s'engagent à travailler avec Félix Tshisekedi, le président déclaré élu en République démocratique du Congo. Hier mercredi, le Département d'Etat américain a annoncé qu'il...

PAGE 4

ECONOMIE



Agropole de Kara

Les experts de la Fondation Saemaul réalisent une enquête auprès des populations de la région

Après la signature d'une convention avec le gouvernement togolais le vendredi 18 janvier dernier dans le cadre...

PAGE 5

Raison de recourir à la médecine alternative ?

« Plus la médecine avance, plus on meurt », déclare Kponou Matthieu Tobossi

PAGE 10

Revendications de la Coalition des 14

Jean-Pierre Fabre ne compte désormais que sur le « peuple » togolais

Ex-chef de file de l'opposition togolaise (CFO) et ancien député dans la précédente législature, Jean-Pierre Fabre, président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) reprend du service. Le temps de digérer la désillusion du 20 décembre dernier ...



PAGE 3



Elue présidente de l'Assemblée nationale, Chantal Yawa Tsègan, la femme la plus puissante de la politique togolaise

Yawa Tsègan, députée (Union pour la République) parti au pouvoir, a été portée hier au perchoir de l'Assemblée nationale, ce qui fait d'elle, la première femme à occuper cette haute fonction au Togo et la plus puissante de la politique du pays.

PAGE 3

EDITO

La guerre politique des genres aura bien lieu

Chantal Yawa Tsègan a été élue haut la main pour diriger la nouvelle Assemblée nationale, devenant dans l'histoire, la toute première femme présidente du parlement au Togo, où siégeront désormais 15 femmes, contrairement aux 17 que comptait l'ancienne Assemblée.

Face à cette vague féminine qui prend le pouvoir, les débats sur la place des femmes en politique dans notre pays vont encore s'intensifier...

PAGE 3

Concours du « meilleur jeune entrepreneur » du Togo

Qui succèdera à Komlan Bessan cette année ?

Le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej) a lancé le mardi 22 janvier, la troisième édition du concours « meilleurs jeunes entrepreneurs » ...



PAGE 11

	SOMMAIRE	Zimbabwe Mnangagwa « pire » que Mugabe selon des experts  P 4	Agriculture / Lutte contre la chenille léoninaire Des acteurs réfléchissent sur des méthodes efficaces  P 5	Festival « Sica 2019 » Conakry, capitale de l'intégration africaine  P 9	Dangers sanitaires Les 10 menaces majeures pour la santé des habitants en 2019 selon l'OMS  P 10
---	-----------------	---	--	--	--

Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

Yves SODOLOU, cordonnier résident à Atakpamé et bénéficiaire du Produit AJSEF du FNFI

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique " Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", votre Journal Togo Matin vous conduit dans la région des plateaux pour partager avec vous les témoignages de Yves SODOLOU, cordonnier, bénéficiaire du Produit "Accès des Jeunes aux Services Financiers" (AJSEF) du FNFI. Reportage...

Nous sommes vendredi, et comme tous les vendredis du mois, le guichet 2 de COOPEC ILLEMA, une Institution de Microfinance partenaire du FNFI accueille les bénéficiaires du FNFI venus rembourser le crédit qui leur a été octroyé. Au guichet à 8h 15 min, celui qui cristallise notre attention, Yves SODOLOU, bientôt la quarantaine, est venue rembourser son échéance du mois. Le premier cycle du crédit AJSEF, il l'a reçu depuis des mois afin de démarrer son activité de cordonnier.

" Il y a quelques mois, après la fin de mon apprentissage en cordonnerie, il me fallait trouver un coup de pouce financier afin de pouvoir m'installer à mon propre compte. C'est ainsi qu'après plusieurs tentatives, je me suis approché de COOPEC ILLEMA qui tout de suite a su satisfaire à ma demande. Après tout le processus pré octroi de crédit, j'ai obtenu une première tranche de crédit d'un

montant de 200.000 FCFA qui m'a permis de pouvoir m'équiper et démarrer mon activité. C'est ainsi que je suis rentré dans la dynamique de l'inclusion financière mise en place par le Gouvernement via le FNFI."

Et justement avant les opérations d'octroi de crédit, les potentiels bénéficiaires des différents produits FNFI sont entretenus sur la gestion de crédit et notamment sur la culture du remboursement. Tous les produits FNFI étant en cycle, un bénéficiaire ne peut prétendre passer au palier supérieur qu'après avoir soldé sa première échéance de crédit.

" Je suis venu ce matin rembourser une échéance de crédit, car j'ai très bien assimilé la formation dispensée avant l'octroi de crédit. Plus je rembourse à temps mon crédit, mieux j'ai toutes les chances de mon côté pour obtenir le second crédit et je permets

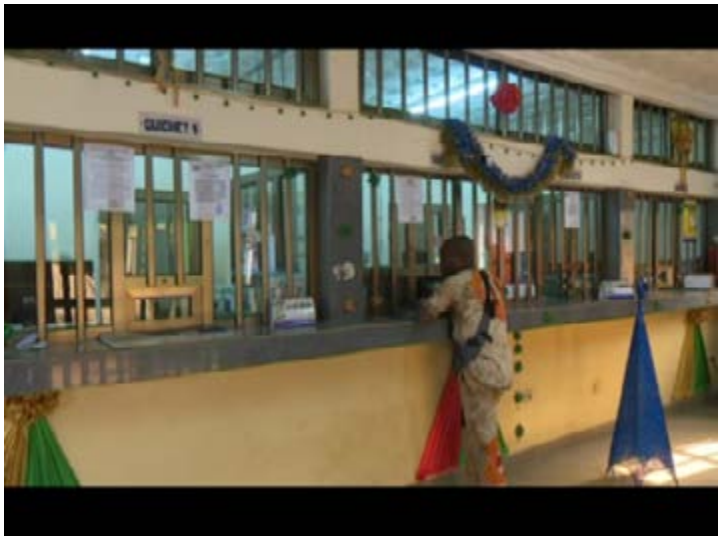
à d'autres personnes de pouvoir également en bénéficier"

Notre interlocuteur nous raconte avec joie combien le crédit AJSEF a été d'un grand secours pour lui, il a pu s'équiper et se lancer dans son challenge.

" Une fois que j'ai obtenu le crédit AJSEF, je me suis doté rapidement d'un kit d'outillage et j'ai monté assez rapidement une petite baraque au carrefour Agbonou. C'était vraiment très important de pouvoir m'installer à mon propre compte et de pouvoir voler de mes propres ailes. Depuis lors, j'arrive jour après jour à fidéliser ma clientèle, en leur offrant un service de qualité."

Le jeune met toutes les chances de son côté pour achever vite son remboursement, car il veut obtenir le second crédit pour passer à échelle ses activités.

"Quand j'aurai obtenu le second crédit, je vais me lancer dans la



Yves SODOLOU devant un guichet

maroquinerie, notamment la fabrication des chaussures. Et pour cela, je dois pouvoir acheter une machine complémentaire. Je veux investir dans ce volet d'activités, car de plus en plus, mes clients demandent les chaussures et ceintures. Je me dis que si je parviens à satisfaire à leur demande, je vais ainsi dégager des revenus complémentaires. Comme on le dit dans le langage commercial, c'est la fusion de plusieurs petites activités qui fera de vous plus tard un grand

entrepreneur. Moi j'ai foi en mes capacités, et en mes compétences, j'ai foi que progressivement je parviendrai à devenir un patron avec une grande renommée. Déjà, j'ai deux apprentis dans mon atelier. Mon ambition est de pouvoir multiplier ce nombre d'ici peu afin de faire un transfert de compétences." En somme, AJSEF se positionne comme un produit durablement ancré parmi les puissants instruments de lutte contre la pauvreté dans notre pays.

KD

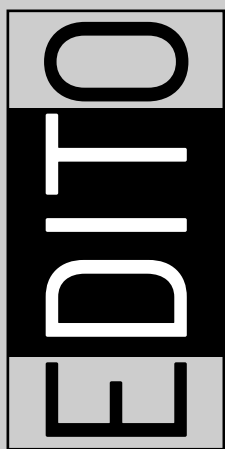
ACHETEZ & LISEZ désormais



sur  **IOSK.com** ou sur le portail  **Lome.com**

www.monkiosk.com **www.alome.com**

 TOGOMATIN	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Mson de la Presse: Casier N° 53 Siège Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Rachidou Zakari Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva Alexandre Wémima Edem Dadzie	Essoyodou Awih Edodji Nadia Attipoe Edem Kodjo Responsable administrative: Gloria Léma Yagla Service commercial: DIRECT AGENCY Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00	Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : Togo Express Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	--	--	--



...Pour ceux qui en ont assez des revendications des femmes, la nouvelle législature et probablement le futur gouvernement, ne va guère apporter de répit. Sur les

sujets les plus clivants – notamment émancipation, égalité des droits, etc. –, peu d'hommes, changent, ou vont changer d'avis. Mais un nouveau combat féministe, axé sur des questions où hommes et femmes ne sont pas encore entièrement départagés, pourrait survenir avec ces femmes qui montent en puissance. Cela va commencer à changer peut-être à partir de 2019. Si le combat des femmes togolaises se concrétise ainsi dans les urnes, il y a des chances que cette bataille se prolonge sur d'autres terrains et fasse effet

dans les années à venir. Le phénomène est loin de se limiter à l'Assemblée nationale. La tendance au respect de la parité pourrait être perceptible dans le gouvernement. Il y a quelques jours, certains noms de femmes politiques revenaient très fortement dans les pronostics. ce n'est pas rien ! Il est vrai que, la carte politique du Togo reste très majoritairement masculine aujourd'hui, mais la percée et la montée de la gent féminine dans l'arène politique fait se poser une question : Combien seront-

elles dans dix ans et quelles fonctions occuperaient-elles politiquement ? C'est pour cela qu'il faut que la participation des femmes à la vie politique aille au-delà des limites du folklore et de la manipulation, qu'on a l'impression de voir souvent. Il ne faut que leur présence soit réduite à de simples saupoudrages institutionnels qui ne rendraient pas compte d'une volonté réelle d'accorder à la gent féminine sa vraie place en politique. Avec l'arrivée d'une dame à la tête de l'Assemblée nationale, c'est la preuve

que la bataille pour la conquête des positions ne se fait véritablement qu'à force de persévérance. Oui, de plus en plus, il y a des femmes qui adhèrent aux partis et s'y activent. Mais, elles doivent vite passer le cap de l'activisme de surface pour se donner à fond et remporter des batailles, non de seconds rôles dans les partis et regroupements politiques, mais des places de premiers plans. C'est à ce prix que la guerre de la parité-genre pourrait être remportée.

Dieudonné Korolakina

Elue présidente de l'Assemblée nationale, Chantal Yawa Tsègan, la femme la plus puissante de la politique togolaise

Yawa Tsègan, députée (Union pour la République) parti au pouvoir, a été portée hier au perchoir de l'Assemblée nationale, ce qui fait d'elle, la première femme à occuper cette haute fonction au Togo et la plus puissante de la politique du pays.

Pour prendre la présidence du nouveau parlement togolais, Chantal Djigbodi Yawa Tsègan a fait honneur à sa réputation d'habile stratège, en déjouant sans faire de vagues tous les pronostics dans les rangs de grandes figures présentées comme favorites, qu'on retrouve comme élus. Inspectrice des impôts de son état, à 47 ans, elle aura désormais besoin de tout ce sens tactique pour tenir ferme le maillet de commandement d'un parlement composé de tempétueux loups politiques, toutes tendances confondues.

Devant sa famille politique et les 89 autres nouveaux élus, sur les 91, de la 6e législature, Yawa Tsègan a

été élue avec 88 voix des députés présents. C'est une maison qu'elle connaît bien puisqu'elle avait déjà occupé le poste de premier questeur dans l'ancien bureau de l'Assemblée nationale. « C'est avec responsabilité que nous prenons cette fonction, face aux différents enjeux qui nous attendent », a-t-elle déclaré devant la presse. Deuxième personnage de l'Etat, après le président de la République, la cheffe de la nouvelle Assemblée nationale entame son mandat avec un premier défi : Les réformes institutionnelles, sur lesquelles les députés devraient très prochainement plancher



Chantal Yawa Tsègan

avant leur vote. Les députés de cette nouvelle Assemblée avaient adopté à l'unanimité, lors de la deuxième session de plein droit, dans le nouveau règlement intérieur, une disposition limitant à un an le mandat du président. Après tant de commentaires et un tollé à la suite de cette nouvelle disposition, la Cour constitutionnelle a rejeté la disposition, en rappelant

l'article 54 de la Constitution togolaise qui dispose que : « l'Assemblée et le sénat sont dirigés chacun par un président assisté d'un bureau. Les présidents et les bureaux sont élus pour la durée de la législature dans les conditions fixées par le règlement intérieur de chaque assemblée ». C'est dire que, la nouvelle présidente de l'Assemblée nationale, cette habituée

des rouages de la politique, n'aura pas au cours des 5 années à venir à diriger, une institution pareille à un long fleuve tranquille. Détentrice d'une maîtrise en droit des affaires et d'un diplôme d'inspecteur des impôts en France, Yawa Tsègan, a d'abord exercé plusieurs fonctions intermédiaires avant d'occuper plusieurs postes de responsabilité de 2003 à 2007 à la Direction Générale des Impôts. Fonctions qu'elle exercera pendant sept années avant d'être nommée en 2010, directrice de cabinet du ministre des transports. Depuis 2013, elle a fait son entrée à l'Assemblée nationale. En octobre 2017, au congrès du parti UNIR à Tsévié, Yawa Tsègan est élue trésorière générale au sein du bureau national.

Dieudonné Korolakina

Revendications de la Coalition des 14

Jean-Pierre Fabre ne compte désormais que sur le « peuple » togolais

Ex-chef de file de l'opposition togolaise (CFO) et ancien député dans la précédente législature, Jean-Pierre Fabre, président de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) reprend du service. Le temps de digérer la désillusion du 20 décembre dernier et l'ancien CFO retourne à ses anciennes amours. Dans un message publié il y a quelques heures visant à appeler les Togolais pour la manifestation de ce samedi, il semble n'avoir rien perdu de son habituelle fougue.

M. Fabre n'est pas du tout tendre avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) qui, il faut le rappeler, a joué un rôle très important dans la résolution de cette crise. Il accuse l'organisation sous régionale d'avoir été incapable d'aider le Togo à trouver une solution durable à la crise. En conséquence, il appelle le « peuple » togolais à sortir massivement pour manifester contre ce qu'il qualifie de « mascarade »

du 20 décembre. Jean-Pierre Fabre dit ne compter désormais que sur le « peuple » togolais pour trouver une solution acceptable selon lui à la crise. L'on est tenté de crier que ce n'est pas trop tôt. Au début de cette crise, des acteurs politiques et observateurs ont demandé aux protagonistes de discuter entre Togolais pour trouver une solution en tenant compte de nos réalités, car nul ne viendra nous imposer quoi que ce

soit ou réaliser le miracle chez nous. Le Premier ministre Komi Selom Klassou a tenté des consultations qui ont échoué. La Coalition ne jurait que par l'extérieur, notamment la Cedeao à travers les facilitateurs Nana Akufo-Addo, président du Ghana et professeur Alpha Condé, président de la Guinée Conakry. Tikpi Atchadam, président du Parti national panafricain (PNP), instigateur principal des manifestations à la base

de la crise, est allé même jusqu'à faire appel au chef de l'Etat français, Emmanuel Macron. Ce dernier n'a fait que renvoyer les acteurs dos à dos. Aujourd'hui, si les mêmes acteurs reviennent dire qu'ils ne comptent plus sur personne d'autre que le « peuple », ce n'est que de la logique. Mais attention, le « peuple » en question ne s'exprime véritablement que dans les urnes et non dans la rue. Il l'a fait le 20 décembre dernier en allant voter à près de



Jean Pierre Fabre

60% pour l'Assemblée nationale actuelle. Alors il serait sage pour monsieur Fabre et ses compagnons de commencer à se préparer pour les prochains scrutins. Et surtout ne plus commettre la grave erreur du 20 décembre 2018.

Edem Dadzie

Zimbabwe

Mnangagwa « pire » que Mugabe selon des experts

Civils tués à bout portant, répression par l'armée au grand jour, internet bloqué : le président Emmerson Mnangagwa, qui avait promis un "nouveau Zimbabwe", recourt aux méthodes de son prédécesseur Robert Mugabe mais en plus "extrême", selon des experts.



Emmerson Mnangagwa et son prédécesseur Robert Mugabé

Le régime Mnangagwa "n'est pas un gouvernement réformiste" contrairement aux assertions du nouvel homme fort du Zimbabwe, "il fait usage des mêmes méthodes, de la même brutalité", estime Dewa Mavhinga, directeur régional de Human Rights Watch (HRW). Le nouveau chef de l'Etat, un ancien proche de Robert Mugabe tombé en disgrâce, avait brièvement suscité l'espoir en prenant le pouvoir fin 2017. Il avait promis "un nouveau chemin" pour le pays après des années de crise économique et de répression.

En août dernier, la mort de 6 civils tués par balle par les forces de l'ordre lors de manifestations post-électorales avait sonné la

fin de la lune de miel. Depuis une semaine, la répression brutale de la fronde sociale contre la hausse des prix des carburants (+150 %) ne fait que confirmer la nature du gouvernement, estiment des analystes. Le "masque du régime" est définitivement "tombé", juge Piers Pigou, de l'International Crisis Group (ICG). On a finalement affaire au "même système, celui responsable des massacres de Gukurahundi (environ 20.000 morts entre 1983 et 1984) et des violences électorales de 2008 (plus de 200 morts)", poursuit Dewa Mavhinga. A une différence près, l'équipe actuellement en place est encore "plus décomplexée" que celle de Robert Mugabe, ajoute-t-il devant la presse à

Johannesburg mardi.

Chiens lâchés

Et d'énumérer l'implication "plus affichée" des militaires dans la répression, les tirs à balle réelle et la longue coupure d'internet. "C'est extrême, sans précédent", estime le responsable de HRW. Piers Pigou acquiesce. "En 2008, la répression était dans une certaine mesure l'œuvre d'un réseau informel. Et il y avait eu une vingtaine de blessures par balle... Tirer à balle réelle pour contrôler la foule", comme les forces de l'ordre l'ont fait la semaine dernière, "marque une étape grave", estime-t-il.

La répression a fait au moins 12 morts et 78 blessés par balle, selon un

bilan provisoire des ONG. Les autorités avancent le chiffre de 3 morts.

"Ils ont tiré sur des gens à un mètre de distance", témoigne, photos à l'appui, Norman Batara de l'Association zimbabwéenne des médecins pour les droits de l'Homme.

L'ONG parle de chiens lâchés sur des civils, de blessés forcés de quitter l'hôpital pour comparaître devant un tribunal, d'un enfant de 9 ans battu, d'un homme dont la plante des pieds a été minutieusement trouée à l'aide d'un tesson de bouteille...

Menacés, plusieurs médecins de l'organisation ont fui leur pays pour trouver refuge en Zambie, au Botswana, en Afrique du Sud voisines.

Même la Commission des droits de l'Homme du Zimbabwe, mise en place par le gouvernement et généralement très discrète, a accusé les forces de l'ordre de "torture systématique".

« Mafia »

Le président Mnangagwa a jugé mardi "inacceptables" les dérapages de ses troupes. Il avait fait de même en août. Mais à ce jour, aucune sanction n'a été prise contre les militaires qui avaient ouvert le feu l'an dernier, notent les experts, qui s'interrogent sur le réel pouvoir de contrôle du

président sur les forces de l'ordre.

"Cela laisse penser qu'il ne maîtrise pas la situation", estime Piers Pigou. "Il y a des tensions" entre Emmerson Mnangagwa et son vice-président, l'ancien général Constantin Chiwenga, complète Dewa Mavhinga. "C'est une mafia et ils se battent pour savoir qui va devenir le parrain. Cela dépendra de qui contrôle notamment l'argent de l'industrie du diamant" au Zimbabwe, ajoute-t-il.

Plutôt que des frictions à la tête de l'Etat, Derek Matyszak de l'Institut pour les études de sécurité (ISS) sud-africain privilégie une autre hypothèse. Le chef de l'Etat et son vice-président se sont stratégiquement répartis les rôles. Au premier, celui du "bon flic", au second celui du "mauvais flic", avance Derek Matyszak.

A preuve, selon lui, après l'annonce de l'augmentation spectaculaire des prix à la pompe, le président Mnangagwa s'est envolé pour une tournée à l'étranger, laissant le soin à son vice-président de gérer les manifestations. Emmerson Mnangagwa, surnommé le "crocodile" pour son caractère impitoyable, "n'est jamais près de la scène du crime", prévient Derek Matyszak.

Avec AFP

RDC

Les Etats-Unis apportent aussi leur soutien à Tshisekedi même si...

Un autre nom sur la liste des pays et institutions qui s'engagent à travailler avec Félix Tshisekedi, le président déclaré élu en République démocratique du Congo. Hier mercredi, le Département d'Etat américain a annoncé qu'il s'engageait à travailler avec Félix Tshisekedi dont la prestation de serment a été confirmée pour ce jeudi.

Cette sortie de la diplomatie américaine n'exclut cependant pas ses doutes sur la clarté des résultats de la présidentielle. Les Etats-Unis avaient notamment fait état d'irrégularités et dénoncé le manque de transparence dans les résultats du scrutin.

Le Département d'Etat américain appelle donc Félix Tshisekedi à faire la lumière sur ces irrégularités.

Mardi, le nouvel homme fort de Kinshasa a également reçu le soutien de l'Union européenne et de l'Union africaine, qui ont également fait l'impasse

sur une quelconque reconnaissance de sa victoire à la présidentielle. Les deux institutions se sont contenté de "prendre note" de la décision de la Cour constitutionnelle qui a validé les résultats du scrutin, au détriment du candidat de l'opposition Martin Fayulu. Ce dernier qui affirme



Félix Tshisekedi

avoir remporté le vote avec plus de 60 % des voix, dénonce des cas de fraude flagrants. Sa voix reste toutefois de plus en plus inaudible. Désavoué par la Cour constitutionnelle, et impuissant face

à la reconnaissance internationale de son adversaire, Martin Fayulu ne dispose plus d'une grande marge de manœuvre.

Avec www.africanews.com

Agropole de Kara

Les experts de la Fondation Saemaul réalisent une enquête auprès des populations de la région

Après la signature d'une convention avec le gouvernement togolais le vendredi 18 janvier dernier dans le cadre du Projet de transformation agroalimentaire du Togo (PTA-Togo), les experts sud-coréens de la fondation Saemaul mènent cette semaine une enquête à Kara. Il s'agit d'une enquête de référence qui sera réalisée dans les 10 centres de transformation agroalimentaire de l'agropole de Kara.

L'enquête menée par la Fondation Saemaul dans le cadre de l'agropole de Kara sera participative. Elle permettra de recueillir des informations spécifiques auprès des populations. « L'enquête participative (MARP : Méthode accélérée de recherche participative) à Nampoch (Préfecture de Dankpen) est une action qui s'inscrit dans le cadre de la réalisation du projet d'agropole de Kara

sur le terrain », a indiqué l'équipe de coordination de l'Agence de promotion et de développement des agropoles au Togo (Aprodats). L'agropole de Kara vise à développer des chaînes de valeur agricole et à réduire la pauvreté des populations. En dehors de son financement de 2,7 milliards de FCFA pour la réalisation de ce projet, la Fondation Saemaul apporte son appui technique. Avec son

expertise, la Fondation interviendra sur deux principaux volets du projet, notamment le renforcement des capacités et les micro-projets. Le projet sera exécuté dans 10 villages à Kara.

Le Togo a mobilisé au total 35 milliards de FCFA pour la réalisation du projet agropole de Kara. Outre l'appui financier de la Fondation Saemaul, le projet a bénéficié également



Les expert sud-coréens à la rencontre des populations de Kara

d'un financement de 16 milliards de FCFA de la Banque africaine de développement (BAD) et de 10 milliards FCFA de la Banque ouest africaine de développement (BOAD). Pour sa part, l'Etat togolais a accordé un financement

de 6 milliards de FCFA pour la mise en œuvre de ce projet.

Les agropoles seront mises en place dans chaque région du pays.

Félix Tagba

Agriculture / Lutte contre la chenille légionnaire

Des acteurs réfléchissent sur des méthodes efficaces

Des experts et des étudiants venus de l'Allemagne, du Bénin, du Cameroun, du Ghana, du Kenya, du Nigéria et du Togo sont à Lomé depuis mardi pour un atelier régional sur « l'amélioration des méthodes de lutte contre la chenille légionnaire en Afrique ». L'initiative vient des anciens boursiers du service d'échanges universitaire allemand (DAAD) et a été financé par l'Allemagne.



La chenille légionnaire ravage les cultures en Afrique

La rencontre permettra aux participants de trouver des méthodes pour lutter efficacement contre

la chenille légionnaire d'automne. Il s'agit d'un insecte originaire des régions tropicales de l'Amérique qui attaque

les cultures maraîchères et céréalières. La découverte de l'insecte en Afrique remonte en 2016. La chenille légionnaire

été découverte pour la première fois en Afrique centrale et en Afrique de l'ouest. Elle s'est ensuite répandue dans toute l'Afrique sub-saharienne et a détruit plusieurs cultures des populations. « Les chenilles légionnaires constituent une grande menace. Aider les étudiants dans leurs recherches est très importants », a déclaré Christoph Sanders, ambassadeur d'Allemagne au Togo. Ces chenilles représentent une véritable menace pour l'agriculture africaine. Pour lutter contre leur invasion, plusieurs pays optent pour l'utilisation des insecticides. Mais celles-ci ont malheureusement des conséquences sur la santé des populations. Cette rencontre a été initiée pour comprendre le

mode de reproduction des chenilles légionnaires. Plus précisément les participants vont s'informer sur les recherches déjà faites pour lutter contre cette chenille, discuter des avantages et des inconvénients de ces méthodes et réfléchir sur des moyens efficaces et rationnels pour gérer et lutter contre les effets néfastes des chenilles légionnaires.

Pour Mme Vénunyé Massan Gah, chef division de la comptabilité au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, la chenille légionnaire est un fléau pour les paysans et c'est une bonne chose que les jeunes chercheurs réfléchissent pour les anéantir.

F.T.

Infrastructures

Les travaux de construction du Carrier Hotel démarrent ce mois

Selon un communiqué du ministère des Postes et de l'Economie numérique, la réalisation clé en main de ce Carrier Hotel sera conduite par CFAO Technologies. Les travaux de cette infrastructure vont démarrer ce mois et vont durer 15 mois. Une fois construit, le Carrier Hotel sera géré par un partenariat public-privé, ajoute le communiqué. Un appel d'offres est actuellement en cours à ce sujet.

La première pierre du Carrier Hotel a été posée le 3 décembre 2018 par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé. A la suite de cette cérémonie, un avis d'appel d'offres international a été lancé

pour le recrutement d'une société spécialisée dans le domaine de l'exploitation et la maintenance de centres de données pouvant garantir le fonctionnement continu des installations

envisagées.

La construction de ce Carrier Hotel s'inscrit dans le cadre du West african regional communications infrastructure (Programme régional

ouest-africain de développement des infrastructures de communication) WARCIP. Le projet est financé à travers un prêt de 30 000 000 de dollars US de la Banque mondiale. La construction de cet ouvrage va notamment améliorer la connectivité et réduire les coûts

des communications et d'hébergement au Togo. L'ouvrage sera construit sur une superficie d'1 hectare 6a 27ca. Il abritera un bâtiment technique composé des salles d'hébergement de serveurs informatiques (dont 400m2 pour le privé et 100 m2 pour le gouvernement).

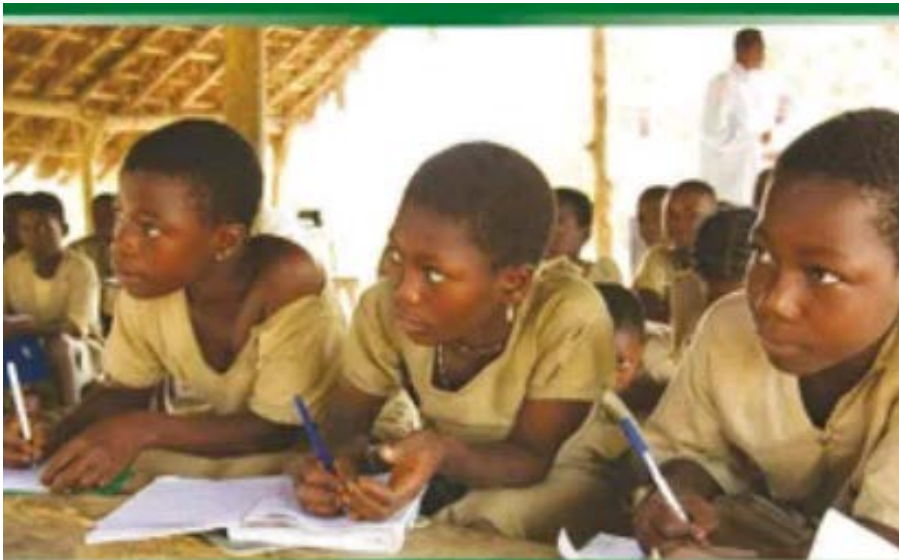
F.T.

Education

Etat des lieux dans les pays en développement

Parmi toutes les régions, l'Afrique subsaharienne a les taux les plus élevés d'exclusion de l'éducation. Plus d'un cinquième (1/5) des enfants âgés d'environ 6 à 11 ans, n'est pas scolarisé, suivi par un tiers des enfants âgés d'environ 12 à 14 ans. Selon les données de l'Institut de statistique de l'Unesco (Isu), près de 60 % des jeunes âgés d'environ 15 à 17 ans ne sont pas scolarisés. Si des mesures urgentes ne sont pas prises, la situation empirera certainement, car la région fait face à une demande croissante d'éducation en raison de l'augmentation constante de sa population d'âge scolaire.

Un sur cinq enfants, adolescents et jeunes n'est pas scolarisé



Des élèves suivant attentivement des cours en classe

Les nouvelles statistiques de 2018 du nombre d'enfants non scolarisés dans le monde révèlent que, malgré les efforts menés pendant des décennies pour scolariser tous les enfants, les progrès sont au point mort. Selon les données de l'Institut de statistique de l'Unesco (Isu), environ 263 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes dans le monde (un sur cinq) ne sont pas scolarisés – un chiffre qui n'a guère évolué ces cinq dernières années. D'après le nouveau document de l'Isu, le taux de progrès, ou l'absence de progrès, varie selon les groupes d'âge. Dans le cycle primaire, le taux d'enfants non scolarisés n'a guère évolué au cours de la décennie écoulée: 9 % des enfants en âge de fréquenter le primaire (âgés d'environ 6 à

11 ans), ou 63 millions, ne sont pas scolarisés.

De plus, 61 millions d'adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire (âgés d'environ 12 à 14 ans) et 139 millions de jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire, soit un sur trois, ne sont pas inscrits à l'école. Ces jeunes âgés d'environ 15 à 17 ans sont quatre fois plus susceptibles de ne pas être scolarisés que les enfants en âge de fréquenter le primaire, et plus de deux fois plus susceptibles de ne pas être scolarisés que les adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire.

Les nouvelles statistiques de l'Isu confirment qu'en Afrique subsaharienne, un sur trois

enfants, adolescents et jeunes n'est pas scolarisé, les filles étant plus susceptibles d'être exclues que les garçons. Pour un garçon sur 100 en âge de fréquenter le primaire, 123 filles sont privées du droit à l'éducation. Les nouvelles données mettent également en évidence le gouffre qui existe entre les taux d'enfants non scolarisés des pays les plus pauvres du monde et ceux des pays les plus riches: les taux d'enfants non scolarisés du second cycle du secondaire s'élèvent à 59 % dans les pays à revenu faible du monde contre à peine 6 % dans les pays à revenu élevé. Selon la directrice de l'Isu, Silvia Montoya, l'accès à l'éducation n'est qu'un élément

du tableau. Nous sommes également confrontés à une crise de l'apprentissage: un sur dix enfants et adolescents n'atteint pas les seuils minimaux de compétence en lecture ou en mathématiques, alors que la majorité d'entre eux est toujours scolarisée. L'éducation doit remplir sa mission pour chaque enfant, ce qui nécessite d'effectuer un suivi efficace pour veiller à ce que tous les enfants soient scolarisés et qu'ils apprennent ce qu'ils ont besoin de savoir. C'est pourquoi l'ISU, qui est la source officielle de données de l'ODD 4, élabore de nouveaux indicateurs sur l'éducation équitable et les résultats d'apprentissage.

Source: Unesco

L'Unesco donne une mauvaise note à l'Afrique

Publié par l'Unesco, le rapport mondial de suivi de l'éducation 2017-2018, s'est penché sur la manière dont les États devraient « rendre des comptes » dans ce domaine. En effet, peu de pays, notamment parmi ceux en développement, réalisent un suivi de leurs actions. Et les résultats s'en ressentent. Ce rapport n'est certes pas exhaustif sur l'Afrique. Mais les pays sélectionnés donnent un aperçu pertinent de la situation. L'un des points soulevés en avant-propos est que, en Afrique

subsaharienne, une partie des élèves « ne peut pas lire après plusieurs années d'école ». C'est absolument flagrant dans les pays du Sahel, comme au Niger et au Tchad. Également, sur les treize pays d'Afrique dont les budgets alloués à l'éducation ont été étudiés, seuls trois (Mali, Burkina et Côte d'Ivoire) l'ont augmenté entre 2010 et 2015. Enfin, la moitié des élèves, au mieux, commençant le lycée (premier cycle de secondaire) ne le termine pas, comme le montre un autre schéma.

Source: Jeune Afrique

Implication de l'Unesco pour redresser la pente

L'éducation en Afrique est une priorité majeure pour l'Unesco et son institut de statistiques (Isu). En réponse, l'Isu élabore des indicateurs pour aider les

gouvernements, les donateurs et les partenaires des Nations unies à mieux relever ces défis. Par exemple, l'Institut de statistique de l'Unesco (Isu), observe dans quelle

mesure les écoles manquent d'équipements de base comme l'accès à l'électricité et à l'eau potable, tout en faisant un suivi sur les conditions de scolarité, de la disponibilité de manuels scolaires à la taille moyenne des classes et la prévalence des classes multigrades. Avec sept pays sur dix étant confrontés à une pénurie aiguë d'enseignants, l'Institut produit également un ensemble de données sur leur formation, leur recrutement et leurs conditions de travail. Pour aider les décideurs politiques à éliminer cette inégalité entre les sexes, l'Isu ventile tous les indicateurs par sexe dans la mesure du

possible, tout en produisant des indices de parité entre les sexes et en élaborant des indicateurs spécifiques relatifs à l'accès à des toilettes séparées pour les filles et pour les garçons, et la présence d'enseignantes qui peuvent servir de modèles aux filles et les encourager à poursuivre leurs études. Ce ne sont que quelques exemples de la façon dont l'Isu aide les gouvernements, les donateurs et les groupes de la société civile dans leurs efforts pour réaliser l'Objectif de développement durable 4 (ODD) et atteindre les enfants et les jeunes les plus marginalisés.

Priorité à l'ODD 4: une éducation de qualité

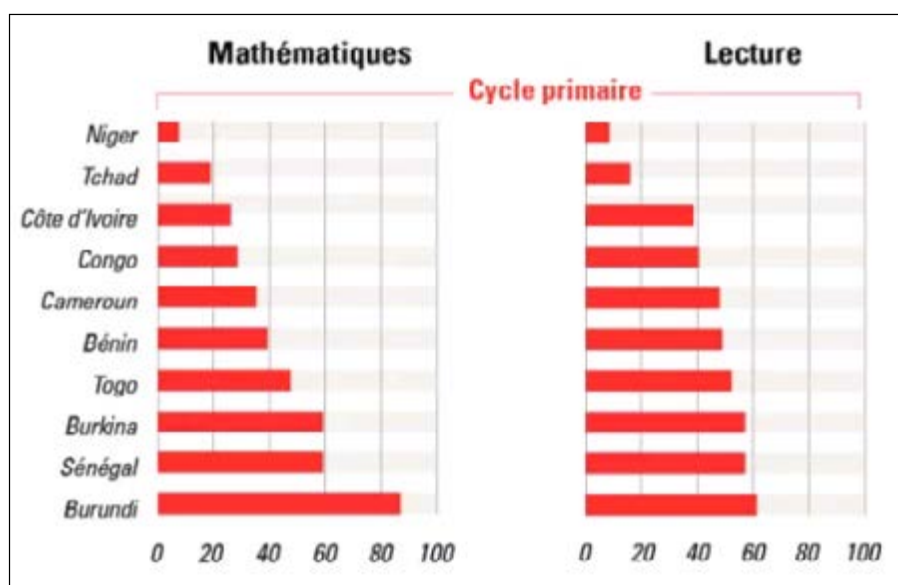


Des élèves sur le chemin de l'école

Au total 29 indicateurs mondiaux et thématiques pour le suivi des progrès accomplis vers l'ODD 4. En tant que source officielle des données de l'ODD 4, l'Isu élabore les méthodologies des nouveaux indicateurs en travaillant avec les pays et les partenaires, en particulier par le biais du Groupe de coopération technique sur les indicateurs pour l'ODD 4-Education 2030 (GCT) et l'Alliance mondiale pour le suivi de l'apprentissage (GAML). L'Isu s'est également donné pour priorité d'améliorer la couverture et la disponibilité des données de l'ODD 4. Par exemple, les données relatives à l'indicateur 4 (proportion d'établissements scolaires disposant: de l'électricité; d'Internet à des fins pédagogiques; d'ordinateurs à des fins pédagogiques;

d'infrastructures et de matériels adaptés aux élèves handicapés; de l'eau potable; d'installations sanitaires séparées pour les filles et les garçons; et d'installations de base pour se laver les mains) sont maintenant disponibles pour 70 pays. Auparavant, l'Isu recueillait ces données simplement de pays d'Afrique dans le cadre d'une enquête régionale. Les données sont reprises par un large éventail de publications et de bases de données phares, comme les Indicateurs du développement dans le monde (Banque mondiale), la Situation des enfants dans le monde (Unicef), le rapport mondial de suivi sur l'éducation (RMS) et le rapport sur l'état d'avancement des ODD (division statistique de l'Onu), et de nombreux d'autres.

Faire mieux que les résultats enregistrés il y a quelques années



Lorsque l'on parle de l'évolution de la situation éducative en Afrique subsaharienne, c'est généralement pour tirer la sonnette d'alarme et mettre en avant le retard pris par la région. Or cette vision pessimiste occulte l'ampleur sans précédent des efforts fournis dans un contexte de forte croissance démographique.

Certaines idées reçues sont ainsi à confronter aux chiffres. Pour apprécier les réalisations éducatives de cette zone, il est important d'avoir une vision à long terme. Certains travaux récents permettent d'estimer les taux nets de scolarisation (TNS) entre 1820 et 2010 pour 111 pays dans le monde, dont 24 d'Afrique subsaharienne. De toutes les régions du globe, c'est cette dernière qui a progressé le plus rapidement sur la période 1995-2010. Le TNS au cycle primaire y est

ainsi passé de 66,5 % à 90,7 %, soit une amélioration de 24,5 points. Sur une période comparable de 15 ans, l'amélioration maximum a été de 13 points dans les pays développés (1865-1880), 15,4 points en Amérique latine et dans la zone Caraïbes (1940-1955), 18 points en Asie dans la zone du Pacifique (1935-1950) et 22,6 points en Afrique du Nord et Moyen-Orient (1965-1980). Sur la base de données plus complètes de l'Institut de statistique de l'Unesco, entre 1999 et 2015, les pays d'Afrique subsaharienne ont presque doublé leurs capacités d'accueil dans le primaire, multiplié par 2,5 l'accès au 1er cycle du secondaire, et quasiment triplé les chiffres concernant l'accès au 2e cycle du secondaire. La durée moyenne de scolarisation a donc progressé rapidement, passant de 6,5 années en 1999 à 8,8 années en 2015.

Source: Le monde Afrique

Les systèmes éducatifs africains ont accompli des progrès considérables pour accueillir les nouvelles générations à l'école. Les pays et les familles reconnaissent l'importance de cet investissement en faisant de l'éducation une priorité, notamment dans leurs dépenses. Les retours sur investissement leur donnent raison, aussi bien par rapport aux gains individuels de revenus et de compétences que par rapport au développement économique et social des pays. Les systèmes éducatifs subsahariens restent cependant sous tension, à la fois pour répondre aux enjeux de scolarisation universelle de base dans un contexte de croissance démographique soutenue et pour assurer une qualité minimale de l'éducation qui garantisse le développement des compétences fondamentales des élèves. Si beaucoup de progrès restent à faire, il ne faut pas pour autant oublier les très grands progrès éducatifs de l'Afrique subsaharienne dans une perspective de long terme.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

AVIS DE DECES

EN MEMOIRE DE NOTRE CHERE ET REGRETTEE

Doïse Sohoïnde Dorcas dite Yaovino

Rappelée à Dieu

le 24 Octobre 2018 à Lomé

dans sa 88^e année

Programme des cérémonies

Mardi 05 Février et Mercredi 06 Février 2019:

Présentation de condoléances à Djifa-Kpota de 18h à 20h,
Maison HOGLONOU sise derrière le côté Est du marché de Djifa

Vendredi 08 Février 2019

Veillée: à partir de 20h à l'aube,
Lieu: Hounakopé, Afagnan-Gblétta
(Bas-Mono Togo)

Samedi 09 Février 2019

Lieu: Inhumation au cimetière
familial Afagnan Gbletta
(Bas-Mono), Togo
Heure: A partir de 08h30

La famille vous remercie

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com

AFRICA TRANSLATE CONSULTING

Blague (1)

Mon frère si tu pètes a côté de ta go et elle met les mains sur les narines, oublie la s'il te plaît. Cela veut dire qu'elle ne peut pas supporter les moments difficiles

Blague (2)

Un homme qui n'est pas rentré chez lui toute la nuit raconte à sa femme qu'il a passé la nuit chez un de ses amis. Remplie de soupçons, la femme appelle ses dix meilleurs amis. Six confirment que le mari a bien dormi chez eux et quatre soutiennent même qu'il est encore chez eux entrain de dormir...

Photo du jour



Commentez la photo ci-dessus

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HOTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

Pharmacies de garde de Lomé du 14 au 21 / 01 / 2019

St ANTOINE 1048, Avlibération 22 21 29 64
CENTRE 46, Rue de la Gare 22 21 83 30
N-D de MEDJ Bd du 13 Jan 22 35 20 02
DEO GRATIAS Kotokou-Kondji 22 21 83 31
AMESSIAME-BE Marché de Bè 96 32 97 60
KODJOVIAKOPE Av. Duisbourg 22 21 89 90
PATIENCE Tokoin Gbadago 22 21 60 94
BON SECOURS Cassablanca 22 45 76 74
JUSTINE Tokoin Habitat 22 21 00 01
ISIS NUKAFU Gapkpoto 70 44 83 87
YEM-BLA 258, Av. Akéï 22 26 76 51
HEDZRANAWÉ HEDZRANAWÉ 22 26 49 61
THERYA TOGO 2000 22 61 56 52
CITRUS Attiégoou Yayrakomé 70 44 59 24
PHARMACIE 2000 BE KPOTA 22 70 01 69
CHRIST ROI Kagomé 22 27 46 66
ELI-BERECÀ Adidogomé, 99 91 13 42
LA REFERENCE Madiba 22 51 12 12
BONTE Route SEGBE, 93 95 80 78
CONFIANCE Face GTA 22 42 43 81
LUMIERE Agbalepédogan 70 43 15 49
DJIDJOLE DJIDJOLE 22 25 65 12
OSSAN carrefour AVEDJI 70 40 44 25
DES ROSES Vakpossito, 70 42 37 72
LA GRÂCE SUN AGIP Agoè 22 25 91 65
ESPACE VIE Agoe Logopé, 99 85 89 07
VITAS Agoè Assiyéyé 22 25 63 43
MAWUNYO Agoè-Sogbossito, 70 42 34 64
TAKOE Zongo 22 34 03 42
BAGUIDA Baguida 70 42 47 77
AVEPOZO Avepozo 22 27 04 86

Quelques ambassades et consulats

■ Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
■ Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
■ Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
■ Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
■ Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
■ Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
■ Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
■ Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
■ Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
■ Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
■ Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
■ Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
■ Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
■ Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
■ Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
■ Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
■ Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
■ Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
■ Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
■ Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
■ RDC; Tél: 90 08 38 53

Art culinaire

Un Festival international en mars prochain

Lomé, la capitale togolaise accueille en mars prochain un grand festival de la gastronomie. Dénommé « Festival international de l'Art Culinaire de Lomé », ce festival se veut un véritable moment de découverte des différentes cultures surtout des différentes habitudes culinaires du continent.

Une première du genre, le Festival international de l'Art Culinaire de Lomé mobilisera toute l'Afrique francophone pour la célébration de l'art culinaire africain en général et celui du Togo en particulier. Cet événement sera donc une excellente occasion de déguster des meilleurs mets d'ici et d'ailleurs, mais également de valoriser la culture culinaire de notre pays, le Togo. L'idée est

de tendre vers un objectif que les initiateurs se sont assigné, celui de devenir le marché de référence des amoureux de la gastronomie. Par ailleurs, une foire dénommée Foire de la Gastronomie de Lomé sera organisée au cours du festival. En effet, c'est une occasion pour les exposants attendus qui sont d'ores et déjà invités à se mobiliser, de montrer les différentes productions

locales. En dehors de cette foire de la gastronomie, un grand concours est également prévu au cours de ce festival. Il sera axé sur la cuisine des amateurs et sera dénommé, « la cuisine de nos grand-mamans ». Une manière de rappeler les techniques et les vertus de certains plats qui tendent progressivement à disparaître face à l'arrivée massive des plats occidentaux. Des prix



Affiche Festival art culinaire

seront décernés aux plus méritants. La première édition du Festival international de l'art culinaire de Lomé qui va courir du 23 mars au 2 avril 2019 s'annonce grandiose. Pour cela, le festival ne s'arrêtera pas seulement que sur l'aspect culinaire.

La musique, le 4ème art, s'invitera avec trois grands concerts à l'horizon. Tout y est pour célébrer les valeurs africaines. Le roi de la musique togolaise King Mensah a été choisi comme parrain de cette première édition. **Nadia Edodji**

Festival « Sica 2019 »

Conakry, capitale de l'intégration africaine

Le Festival « Stars de l'intégration culturelle africaine (Sica) » est prévu, cette année, à Conakry, la capitale guinéenne, du 22 au 28 avril prochain. Ce festival qui est à sa 13ème édition, qui se déroulait jadis au Bénin, devient itinérant. Et c'est le pays du président Alpha Condé qui accueille la première itinérance dudit festival.

Le chemin le plus court pour aller à l'intégration, c'est la culture. Depuis sa création, « Sica » s'est assigné pour mission la promotion de l'identité culturelle africaine dans le domaine de la musique moderne d'inspiration traditionnelle à envergure continentale malgré sa densité. Durant ces sept jours au cours desquels se tiendra ce festival culturel et artistique, une multitude d'activités est prévue en vue d'un dialogue interculturel du continent africain. Ainsi, au programme du

festival de « Sica » 2019, un colloque international, des conférences-débats, des communications, des formations, des concerts live, une grande soirée de Gala VIP, un géant concert de l'intégration et des jeux. L'objectif fondamental que s'est assigné le comité du festival Sica, c'est de promouvoir les talents africains qui travaillent sur les recherches musicales d'inspirations traditionnelles, dans un cadre formel. En effet, le lancement de la 1ère édition du festival Sica en 2001 s'était

déroulé en présence de l'icône Mory Kanté, un virtuose, un baobab de la musique guinéenne, voire africaine. Et ce fut sous les langoureuses mélodies de sa Kora, que cet événement culturel panafricain a pris son envol qui se perpétue jusqu'à ce jour. Pour cela, le comité d'organisation du Sica, après réflexion a jugé légitime, que pour le lancement de l'itinérance, qu'on le fasse dans son pays la Guinée (Conakry), un pays de culture dirigé par un président qui est une



Affiche SICA 2017

référence en matière de l'intégration africaine, qui se trouve être le paradigme dudit festival. Vingt-quatre pays africains dont la Côte d'Ivoire, le Burkina-Faso, le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Gabon, le Ghana, la Guinée Equatoriale, la Guinée

Biseau, le Mali et le Togo sont attendus à ce festival. Par ailleurs, des artistes, acteurs culturels, décideurs et autorités politico-administratives et culturels d'ici et d'ailleurs, des médias guinéens, africains et étrangers prendront part à cet événement culturel. **Nadia Edodji**

Lire

« Le dernier jour d'un condamné suivi de Claude Gueux » de Victor Hugo. Collection À tous les vents. Pp 12-14 (et l'année de parution ?)

« ...Nous l'avons espéré un moment. En août 1830, il y avait tant de générosité et de pitié dans l'air, un tel esprit de douceur et de civilisation flottait dans les masses, on se sentait le cœur si bien épanoui par l'approche d'un bel avenir, qu'il nous sembla que la peine de mort était abolie de droit, d'emblée, d'un consentement tacite

et unanime, comme le reste des choses mauvaises qui nous avaient gênés. Le peuple venait de faire un feu de joie des guenilles de l'ancien régime. Celle-là était la guenille sanglante. Nous la crûmes dans le tas. Nous la crûmes brûlée comme les autres. Et pendant quelques semaines, confiant et crédule, nous eûmes foi pour l'avenir à l'inviolabilité de la vie comme à l'inviolabilité de la liberté. Et en effet deux mois s'étaient à peine écoulés qu'une tentative fut faite pour résoudre en réalité légale l'utopie sublime

de César Bonesana. Malheureusement, cette tentative fut gauche, maladroite, presque hypocrite, et faite dans un autre intérêt que l'intérêt général. Au mois d'octobre 1830, on se le rappelle, quelques jours après avoir écarté par l'ordre du jour la proposition d'ensevelir Napoléon sous la colonne, la Chambre tout entière se mit à pleurer et à bramer. La question de la peine de mort fut mise sur le tapis, nous allons dire quelques lignes plus bas à quelle occasion ; et alors il sembla que toutes ces entrailles de législateurs étaient prises d'une subite et merveilleuse

miséricorde. Ce fut à qui parlerait, à qui gémirait, à qui lèverait les mains au ciel. La peine de mort, grand Dieu ! Quelle horreur ! Tel vieux procureur général, blanchi dans la robe rouge, qui avait mangé toute sa vie le pain trempé de sang des réquisitoires, se composa tout à coup un air piteux et attesta les dieux qu'il était indigné de la guillotine. Pendant deux jours la tribune ne désemplit pas de harangueurs en pleureuses. Ce fut une lamentation, une myriologie, un concert de psaumes lugubres, un Super flumina Babylonis, un Stabat mater dolorosa, une grande symphonie en

ut, avec chœurs, exécutée par tout cet orchestre d'orateurs qui garnit les premiers bancs de la Chambre, et rend de si beaux sons dans les grands jours. Tel vint avec sa basse, tel avec son fausset. Rien n'y manqua. La chose fut on ne peut plus pathétique et pitoyable. La séance de nuit surtout fut tendre, paternelle et déchirante comme un cinquième acte de La chaussée. Le bon public, qui n'y comprenait rien, avait les larmes aux yeux. De quoi s'agissait-il donc ? d'abolir la peine De quoi s'agissait-il donc ? d'abolir la peine de mort ?... »

Contraception
A la découverte des méthodes naturelles de prévention de grossesse

La contraception est une méthode de plus en plus utilisée pour le bien-être des familles. Les produits utilisés sont souvent doigtés dans la survenue de certaines maladies. Même si les médecins ne confirment pas ces informations, le fait d'explorer la piste de la contraception naturelle n'est pas superflu.

Les techniques de contraception naturelles se basent principalement sur le calcul de la période de l'ovulation pour éviter de tomber enceinte. Elles ne protègent pas des maladies sexuellement transmissibles. N'importe quelle personne peut y avoir

recours, mais leur efficacité est tellement faible qu'elles sont plutôt conseillées aux couples qui souhaitent espacer les grossesses. Il y a la méthode Ogino qui consiste à calculer la date d'ovulation entre deux cycles pour ne pas avoir de rapports sexuels pendant les jours les plus fertiles.

Elles peuvent également déterminer la période de l'ovulation en observant l'aspect des sécrétions du col de l'utérus avec leurs doigts (méthode Billings). Une autre technique consiste à prendre sa température tous les matins à la même heure, avant de se lever. La température habituelle d'une femme augmente légèrement (entre 0,2° et 0,4°) au moment de l'ovulation. Toutefois, il est important de retenir que l'ovulation



Le calendrier d'un cycle menstruel

est imprévisible et peut se produire à n'importe quel moment, même chez les femmes dont le cycle est régulier. C'est d'autant vrai en début et en fin de vie reproductive.

Une technique qui ne se base pas sur le calcul de l'ovulation est le retrait : l'homme se retire du vagin avant d'éjaculer.

Edem D.
Source : Santé magazine

Raison de recourir à la médecine alternative ?
« Plus la médecine avance, plus on meurt », déclare Kponou Matthieu Tobossi

A l'école nous avons appris que le progrès des sciences notamment dans le domaine de la médecine a permis de relever l'espérance de vie surtout dans les pays développés. Qu'en est-il alors des pays en développement ? Comment comprendre qu'un spécialiste de la médecine alternative déclare que « plus la médecine avance, plus on meurt ? » Ce paradoxe est-il vérifié ? À quoi peut-il être dû ?

Il est incontestable que la médecine occidentale a réussi à réduire le taux de mortalité dû à certaines pathologies pour lesquelles on pouvait facilement

mourir il y a quelques années. Des interventions spectaculaires sont réalisées avec succès. Toutefois, les revers de ce type de médecine sont également nombreux. Des

ratés qui coûtent parfois la vie aux patients. Des spécialistes de la médecine alternative comme Kponou Matthieu Tobossi pensent qu'il est temps de se tourner

aussi vers les méthodes africaines qui ont permis à nos ancêtres de vivre des centaines d'années. Certaines de ces méthodes ne concernent juste que la façon de s'alimenter. Selon le spécialiste il est possible de venir à bout de certaines maladies comme l'hépatite B, les cancers devant lesquels la médecine moderne s'incline souvent. Toutefois et il faut avoir le courage de le reconnaître, la médecine traditionnelle ou alternative a besoin d'être revisitée, canalisée, règlementée pour vraiment être au service

de la santé publique. Il y a assez de pagaille dans le domaine. D'ailleurs les deux tendances sont condamnées à cohabiter et à travailler ensemble pour rendre encore meilleurs les soins de santé pour les populations. Les tenants de la médecine moderne doivent admettre leurs limites et erreurs pour analyser les propositions des tenants de la médecine alternative. Ces derniers par contre doivent éviter la grave bavure de tout rejeter en bloc en ce qui concerne les méthodes occidentales.

Edem Dadzie

Dangers sanitaires
Les 10 menaces majeures pour la santé des habitants en 2019 selon l'OMS

Dans un rapport rendu public le lundi 21 janvier dernier, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a évoqué les dix menaces majeures pour la santé des habitants de la planète. Selon l'Organisation, ces maladies menacent des millions de vie.

Selon le rapport de l'OMS, la première menace pour la santé des populations de la planète est la pollution de l'air. 7 millions de personnes meurent chaque année à cause de cette pollution et 90% de la population mondiale respire un air pollué. Les supervirus constituent la deuxième menace citée par l'OMS. Près de 1,6 million de personnes meurent chaque année de la tuberculose, dont de nombreux cas où les antibiotiques ne sont plus

efficaces. L'utilisation massive d'antibiotiques, d'antiviraux et des antipaludiques a eu pour conséquence de donner naissance à des virus de plus en plus résistants à ces traitements. La troisième menace sur la santé des populations est l'absence de vaccination. La vaccination permet de sauver chaque année entre 2 et 3 millions de vies, et 1,5 million de vies pourraient être épargnées si des progrès étaient faits en matière de vaccination. Le VIH est la cinquième

menace. Le virus du Sida tue chaque année près d'un demi-million de personnes. La dengue tue environ 20% des personnes infectées. C'est la sixième menace. Selon l'Organisation 40% de la planète est menacée par la dengue. Les maladies non-transmissibles sont également une réelle menace pour la santé des populations. Près de 70% des décès dans le monde sont causées par ces maladies. Les pathogènes émergents constituent aussi une



Pollution de l'air, une menace en 2019

menace. La recrudescence actuelle du virus Ebola en RDC fait craindre une nouvelle crise majeure. La grippe saisonnière est la huitième menace citée par l'OMS. Elle tue 650.000 personnes chaque année. La neuvième menace est le manque d'accès aux soins. Beaucoup de populations n'ont pas accès aux soins sur la planète. On compte seulement 1 médecin

pour 10.000 habitants au Rwanda et 5 pour 10.000 en Thaïlande, contre 32 pour 1.000 en France. Les crises sanitaires viennent clôturer cette liste. Plus de 1,6 milliard de personnes vivent dans des zones frappées par des crises (famine, inondations, conflit, déplacements forcés...). Félix Tagba

Source : Cnews

Concours du « meilleur jeune entrepreneur » du Togo Qui succèdera à Komlan Bessan cette année ?

Le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej) a lancé le mardi 22 janvier, la troisième édition du concours « meilleurs jeunes entrepreneurs » couplée avec la journée de partage d'expérience dénommée « réussite entrepreneuriale ». C'était hier mardi 22 janvier à la maison des jeunes d'Amadahomé. Ce concours a pour objectif de primer les meilleurs jeunes entrepreneurs togolais qui innovent dans leur domaine.

Plusieurs jeunes entrepreneurs togolais ayant décroché l'année dernière des prix d'excellence sur le plan national et international étaient présents au lancement du concours. Il s'agit entre autres de Dona Etchi, qui a remporté le prix du meilleur programmeur, Bema Gado, Darwin Edo et bien d'autres encore. Ils ont partagé leurs expériences avec les autres jeunes

en les invitant à plus de persévérance et à ne pas avoir peur des risques. Le lancement du concours du meilleur jeune entrepreneur a été présidé par la directrice du Faiej, Mme Sawouda Gbadamassi- Mivedor. C'est le directeur de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, M. Arim Anala, représentant le ministre du Développement à la base, de l'Artisanat et de l'Emploi des jeunes, qui

a officiellement lancé le concours. Au cours de la cérémonie, il a rappelé que les deux dernières éditions ont permis de primer plus de 21 jeunes entrepreneurs. Le souhait du gouvernement, a-t-il fait savoir, est de soutenir l'émergence d'un nombre important de jeunes entrepreneurs pour affronter le problème de chômage. Le concours est ouvert à tout jeune de nationalité



Le ministre du développement à la base remettant un chèque à l'un des lauréats l'année dernière

togolaise, d'âge compris entre 18 et 40 ans, possédant une entreprise légalement constituée. Les inscriptions ont déjà débuté aussitôt après le lancement et prendront fin le 21 février prochain. Le concours se fera en trois catégories : la catégorie des très petits entrepreneurs,

celle des petits et moyens entrepreneurs et la catégorie des entrepreneurs confirmés, ce qui fait la spécificité de cette troisième édition. Le but de la catégorie 3 qui s'est ajoutée cette année est d'inciter les lauréats à innover
Roxie Badadoko, (stagiaire)

Egalité genre Les Togolais réalisent une avancée notable

L'égalité genre au Togo est presque un idéal atteint. Même si des zones d'ombre peuvent être identifiées parce qu'elles subsistent, des avancées sont constatées et recensées dans ce domaine. C'est ce qui ressort de la dernière enquête d'Afrobaromètre, sur la promotion de l'égalité genre au Togo. Enquête soldée par des statistiques.



Une femme architecte donnant des instructions à ses collaborateurs

Une réalité évidente. Tant du point de vue de la volonté politique que dans le renforcement de l'arsenal juridique et législatif. Sur le front de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, les

Togolais dans leur quasi-unanimité (96%), trouvent que les garçons et les filles ont les mêmes chances d'aller à l'école. Cela est une réelle aspiration traduite dans les faits, constate l'enquête. 90%

des Togolais affirment que les femmes et les hommes ont aujourd'hui les mêmes chances d'avoir un emploi rémunéré. Et plus de huit Togolais sur 10, (82%) sont favorables à ce que les femmes aient les mêmes droits de possession ou de succession que les hommes en ce qui concerne le foncier. L'égalité genre se décline dans plusieurs domaines. Et quant à l'éligibilité des femmes et des hommes aux postes politiques, les Togolais, à 84%, continuent à être parmi les leaders en comparaison aux 33 autres pays africains enquêtés par le réseau entre 2016 et 2018. Ce sentiment positif est

consubstantiel aux effets induits par les multiples outils aussi bien politiques et législatifs édités pour repousser les frontières de la discrimination et des violences basées sur le genre. Ainsi, le Togo a enregistré au cours de ces dernières années un recul qualitatif de certaines des plus graves violences faites aux femmes comme l'excision. Les données du ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la femme, de la Protection de l'enfant et des Personnes âgées le confirment. Au-delà, des progrès ont été également obtenus dans les domaines de l'éducation des filles et de l'accès des femmes à l'emploi. Entre autres outils, l'adoption en 2015 d'un nouveau code pénal plus égalitaire, l'adoption aussi d'un nouveau code foncier balayant l'ambivalence des textes coutumiers et modernes qui pénalisaient

les femmes. Sur un plan plus large, une stratégie nationale d'intégration du genre dans les politiques et programmes de développement à la révision de la stratégie de lutte contre les violences basées sur le genre a été élaborée. Des outils qui n'ont pourtant pas amélioré le niveau de l'accès des femmes en politique, l'accès au foncier et la persistance des violences physiques et sexuelles ainsi que les mariages précoces. Afrobaromètre est un réseau de recherche non partisan conduit en Afrique, qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques et les questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique, dont le Togo, et se répètent selon un cycle régulier.
Attipoe Edem Kodjo

africa

www.africardv.com

Rdv

L'Afrique, par des Africains, dans une perspective africaine



Votre Banque, avec vous et dans 4 autres pays
NSIA Banque élargit son horizon pour mieux vous servir



 **+228 22 53 10 01 / 22 53 10 02**

Togo: NSIA Banque
3519 Boulevard du 13 Janvier, BP 3925 Doulassamé Lomé - TOGO - www.grouppensia.com/tg

NSIA Banque, le vrai visage de la Banque.

Suivez-nous sur :    

